



Déclaration intersyndicale pour le CTREA NORMANDIE du 18 janvier 2022

Et maintenant, où va-t-on ?

Confrontés au mépris et à l'indifférence du ministère et d'un ministre qui ne s'est jamais intéressé à l'EAP; dans un contexte de forte dégradation sanitaire avec de nombreux cas positifs, cas contacts, tant chez les jeunes que chez les personnels; avec la fermeture de nombreuses classes et de plusieurs établissements dès la fin de la première semaine de reprise; nos établissements sombrent un peu plus chaque jour dans la désorganisation. Avec cela, nous devons gérer des réformes (effectives ou en préparation) et la baisse des moyens. **C'est donc un chaos inédit auquel nous devons faire face aujourd'hui.**

L'intersyndicale dénonce :

-L'absence totale et l'amateurisme de gestion de la crise, ainsi qu'un déficit d'information auprès des familles du fait d'annonces tardives et souvent confuses.

-L'absence de réponses de l'administration aux questions de fond posées par les représentants des personnels dans les instances locales (CoHS) notamment.

-L'absence totale de préparation de cette reprise avec un protocole revu le dimanche soir, veille de rentrée, et re-revu le lundi et puis s'allégeant « au fil de l'eau » de l'épidémie, démontrant une gestion de la crise sanitaire au doigt mouillé.

Les personnels ne peuvent plus se satisfaire de la réponse convenue, inadaptée et parfois inapplicable : « respecter les gestes barrières en classe ! »

L'intersyndicale exige :

- Des masques FFP2, seuls masques véritablement protecteurs pour les personnels qui le souhaitent
- La mise en place réelle pour toutes et tous du télétravail dès lors que les missions sont télétravaillables dès à présent
- La mise en place d'une véritable stratégie de tests que nous n'avons toujours pas !
- Des recrutements en nombre pour assumer les remplacements nécessaires au sein des équipes
- L'engagement dès maintenant d'une véritable réflexion sur le maintien ou non des examens qui arrivent et qui seront fortement perturbés

- La libération de créneau de cours nécessaire pour que les équipes puissent réfléchir aux réformes successives qui ont un rythme très rapide et de la décharge horaire pour les coordinateurs de filières
- La priorité au service public dans les ouvertures d'offres de formation régionale

Nous n'en pouvons plus de lire les éléments suivants, que l'on nous sert à chaque présentation de la carte scolaire :

- Pour le projet d'ouverture d'une filière générale à Sées :« *Le projet est réaliste et l'EPLFPA dispose des atouts pour recruter une dizaine d'élèves supplémentaires par sa dimension résolument départementale et l'ouverture d'une SSEA hippologie-équitation en terre équine, l'Orne. **Un accord avec le rectorat (parce qu'un bac général) et l'enseignement privé diocésain (parce qu'il y a un lycée privé sur Sées avec un bac général) est indispensable.** ».* Décidément, le CNEAP a le bras long à la DRAAF.
- Sur le projet d'augmenter le nombre de places en bac pro CGEA au LPA du Neubourg :« *Risque avéré d'une concurrence avec le lycée privé de Tourville (CNEAP) situé dans le même département et à 45 km l'un de l'autre.* ». On repassera un autre jour pour conforter le service public !
- Quant à présenter une énième réduction de postes comme un cadeau du MAA : « *La suppression de 16 ETP est un « effort » du ministère qui coïncide avec la progression globale des effectifs de l'enseignement agricole* ». Pas de commentaire.

Tout cela constitue un simulacre de dialogue social qui se double maintenant d'un mépris ouvertement affiché. Tout cela nous y sommes habitués de longue date, mais quand de surcroît la crise sanitaire vient menacer la santé des agents et qu'il faut attendre deux ans pour avoir des masques chirurgicaux (non arrivés encore), alors oui, la coupe commence à être pleine ! Enfin, si l'on veut nous faire travailler comme dans le privé, qu'on nous donne les moyens du privé où les CSE fonctionnent comme il faut et où il n'y a pas un vieux cahier spirale d'écolier en guise de registre SST !